

MANIFESTE POUR LA RÉSISTANCE ET LE REFUS DE LA DÉLATION



Dans un pays dont la puissance économique pourrait permettre d'autres choix, les politiques actuelles génèrent des régressions sociales sans précédent.

Elles excluent un nombre de plus en plus important d'individus du travail, du logement, de la santé, de l'éducation, de la culture, etc.. et leur en fait porter à eux-même la responsabilité. Dès lors c'est toute une frange de la population qu'elles criminalisent pour mieux la contrôler.

Tous ensemble, nous refusons la stigmatisation des populations et nous refusons d'y participer !

La loi " Prévention de la délinquance " porte atteinte aux libertés individuelles et collectives, ainsi qu'au respect de la vie privée.

Elle s'inscrit dans une politique du tout sécuritaire et du tout répressif (lois Perben I et II, loi de sécurité intérieure, loi CESEDA sur l'immigration choisie, loi " égalité des chances ", fichage dans les écoles avec " Base-Elèves ",...).

Nous exigeons le respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux.

Nous revendiquons pour tous, l'égalité de droit et de traitement sur l'ensemble du territoire, dans les domaines du logement, de la protection sociale, de l'emploi, de l'éducation, de la santé, du travail, des libertés individuelles et du respect de la vie privée.

Aussi,

- Nous exigeons l'abrogation de la loi dite " de prévention de la délinquance " et de toutes les lois sécuritaires.
- Nous refusons l'application de ces lois !

Il est hors de question de considérer toute personne ayant des " difficultés sociales, éducatives ou matérielles " comme un délinquant potentiel !

- Nous refusons l'obligation de délation qui anéantit toute politique de prévention et d'accompagnement des personnes.
- Nous refusons que des informations concernant notre vie privée soient divulguées aux élus (Maire, Président du conseil Général, ...).
- Nous refusons que nos enfants soient fichés, que nos allocations familiales soient supprimées, etc..
- Nous refusons tout recoupement de fichiers informatiques, car il vise un contrôle total de la population.
- Nous refusons une société de contrôle social, de délation et de répression.

Nous appelons à entrer en résistance et à soutenir toute personne qui refuse et résiste à ces lois injustes !

Collectif unitaire anti-délation 38 (CUAD 38)
& Collectif National Unitaire (CNU)

